



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS SEANCE DU 14 OCTOBRE 2010

DELIBERATION 2010 029 – Régime indemnitaire applicable au personnel

Le jeudi 16 décembre 2010 les membres du comité syndical, convoqués le 30 novembre 2010, se sont réunis en séance publique au Syndicat mixte Autolib' à l'Hôtel de Ville de Paris (5 rue de Lobau 75004 PARIS), à 09h30 heures, sous la présidence d'**Annick LEPETIT**, Présidente du Comité Syndical.

Étaient présents,

Bernard ACCART, COURBEVOIE
Pierre AVRIL, CA Sud de Seine (MALAKOFF)
Alain BERGOT, MAISONS-ALFORT
Samuel BESNARD, CACHAN
Bruno CHANUT, NANTERRE
Michel DELOISON, NEUILLY-SUR-SEINE
Jacques DUBY, SEVRES
Geneviève GAILLABAUD, LA GARENNE COLOMBES
Guillaume GARDILLOU, CA Grand Paris Seine Ouest (BOULOGNE-BILLANCOURT)
Jacques GODARD, LE BOURGET
William LANZ, ASNIERES
Pierre MANSAT, PARIS
Jean-Luc MILLARD, DRANCY
Christophe PAQUIS, LES LILAS
Patrice PATTÉE, SCEAUX
Sophie TAILLE-POLIAN, VILLEJUIF
Bruno TUDER, CA Sud de Seine (BAGNEUX)

Ont donné pouvoir en leur nom avant l'ouverture de la séance :

Benoît WOESSMER, CC Charenton-le-Pont-Saint-Maurice (SAINT-MAURICE) à **Anne-Marie THIERCE** (CHARENTON-LE-PONT)
Gérard MAHE CA Sud de Seine (FONTENAY-AUX-ROSES) à **Pierre AVRIL**, CA Sud de Seine (MALAKOFF)
Joseph ROSSIGNOL, LIMEIL-BREVANNES à **Sophie TAILLE-POLIAN**, VILLEJUIF
René ROUQUET, CA Plaine Centrale du Val-de-Marne (ALFORTVILLE) à **Samuel BESNARD**, CACHAN
Sophie DESCHIENS, LEVALLOIS-PERRET à **Guillaume GARDILLOU**, CA Grand Paris Seine Ouest (BOULOGNE-BILLANCOURT)

Etait absents et représentés :

Patrick BEAUDOUIN, SAINT-MANDÉ, par **Françoise FOUGEROLE**
Alain BORTOLAMEOLLI, VILLENEUVE-LA-GARENNE, par **Jean-Christophe ATTARD**
Marc EVERBECQ, BAGNOLET, par **Daniel BERNARD**
Delphine HERBERT, CC Charenton-le-Pont-Saint-Maurice (CHARENTON-LE-PONT) par **Anne-Marie THIERCE**

Etaient absents et non représentés :

Gérald CALZETTONI, ROMAINVILLE
Laurent CATHALA, CRÉTEIL
Nicolas CHOJNACKI, MONTROUGE
François KALFON, Région Île-de-France
Philippe KALTENBACH, CA Sud de Seine (CLAMART)
Philippe LEBEAU, PANTIN
Christian METAIRIE, ARCUEIL

Ont également assisté à la séance sans participation au vote :

Hervé AUDIC, SCEAUX
Jean-Paul BOULET, CHATILLON
Marianne BUHLER, Grand Paris Seine Ouest (ISSY-LES-MOULINEAUX)
Jean-Paul GAUDIN, Grand Paris Seine Ouest (VILLE D'AVRAY)

DELIBERATION 2010 029 – Régime indemnitaire applicable au personnel

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert *Autolib'*,

Vu les statuts du syndicat mixte Autolib'

Vu le décret n°91-875 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2002-60 modifié du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2002-63 modifié du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu le décret 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu le décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfectures,

Vu le décret n°1945-1753 relatif aux primes de rendement pouvant être attribuées aux fonctionnaires des finances et le décret n° 50-196 relatif à certaines indemnités dans les administrations centrales,

Vu le décret 72-18 relatif aux primes de service et de rendement allouées aux fonctionnaires des corps techniques du ministère de l'équipement et du logement,

Vu le décret n°2003-799 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE :

Article unique : En complément des dispositions existantes, le Comité syndical décide d'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement des indemnités suivantes, au budget du Syndicat Mixte, et charge la Présidente de déterminer les montants individuels de chaque indemnité allouée au personnel bénéficiaire, en application des conditions de versement de cet avantage arrêtées par la présente délibération :

Les textes fixent, par référence aux dispositions prises en faveur des agents des services extérieurs de l'Etat, les butoirs budgétaires applicables au régime indemnitaire des agents territoriaux.

Pour la filière technique

a) Indemnité horaires pour travaux supplémentaires

Ces indemnités bénéficient aux agents titulaires et stagiaires appartenant à la catégorie B et C ainsi qu'aux agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau.

Ces indemnités sont attribuées et calculées selon les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié susvisé.

Le nombre mensuel d'heures effectuées par agent ne peut excéder vingt-cinq heures.

b) Indemnité d'exercice des missions

Cette indemnité bénéficie aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires des cadres d'emploi suivants : agent de maîtrise principal, agent de maîtrise, adjoint technique principal, adjoint technique.

Elle est attribuée et calculée conformément au décret n°97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfectures.

Le crédit global est égal aux taux moyens annuels selon le grade multiplié par le nombre de bénéficiaires potentiels.

Le montant individuel est calculé par application d'un coefficient de modulation compris entre 0 et 3 au montant de référence.

c) Indemnité spécifique de service

Les bénéficiaires sont les agents titulaires et stagiaires relevant des cadres d'emploi de la filière technique, ainsi que les agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau.

Elle est calculée conformément au décret n°2003-799 du 25 août 2003 susvisé.

Cette indemnité est versée au bénéficiaire l'année suivant l'année civile correspondant au service rendu par les bénéficiaires.

Le coefficient de modulation est fixé à 1,15.

Le taux individuel maximum est déterminé par le Président du Syndicat dans les limites fixées par le décret susmentionné.

d) Indemnité d'administration et de technicité

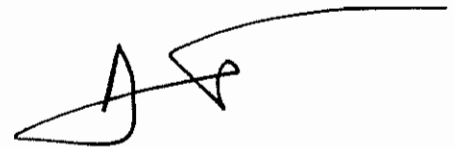
Cette indemnité bénéficie aux fonctionnaires appartenant au cadre d'emploi des agents de maîtrise et à celui des adjoints techniques et aux agents non titulaires exerçant des fonctions de même niveau.

Elle est attribuée et calculée conformément au décret 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité

Le crédit global de l'IAT est plafonné pour chaque grade à huit fois le montant moyen annuel applicable.

Le montant individuel ne peut dépasser huit fois le montant de référence du grade considéré.

La Présidente du Comité Syndical

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line that curves upwards and to the right, ending in a small loop.